

S'il s'attribue les mérites de la prospérité, Trump ne fait que s'inscrire dans la continuité d'Obama

LA RÉALITÉ AMÉRICAINE



Les tarifs douaniers de Donald Trump ont fait souffrir uniquement l'économie américaine dépendante de l'environnement international: les secteurs manufacturier, industriel et agricole. Keystone

« THIERRY JACOLET

Economie » Chacune de ses apparitions a un arrière-goût de cérémonie du Guinness des records. Une fois à la tribune, Donald Trump ne cesse de bomber le torse, en mesurant à grand renfort de superlatifs la bonne santé de l'économie américaine, seul axe de sa campagne présidentielle. Ce fut encore le cas il y a deux semaines à Davos. Le président s'approprie l'exclusivité de cette embellie. A raison? Tentative de mise en perspectives de cette ronde des statistiques.

1 Trump a-t-il dopé l'économie du pays?

Les chiffres parlent pour le milliardaire: 3,5% de taux de chômage en décembre 2019 (du jamais-vu depuis 50 ans), sept millions d'emplois créés depuis son arrivée au pouvoir en 2017, une croissance ininterrompue de 126 mois, inédite depuis l'après-guerre... «L'économie connaît un boom sans précédent», résume Robert Kuttner, professeur à la Heller School de l'Université de Brandeis, près de Boston.

Donald Trump ne fait cependant que s'inscrire dans la continuité de son prédécesseur. S'il ne cesse de démonter en règle le bilan de Barack Obama, il a profité de l'élan donné par ce dernier après la crise économique et financière de 2008. Prenons le plein-emploi: quand l'homme

d'affaires a pris ses quartiers à la Maison-Blanche, le taux de chômage pointait à 5% après avoir chuté de 5 points sous Obama. Les 150 000 à 200 000 emplois créés chaque mois? C'est le même rythme qu'avant 2017.

2 Quels leviers Trump a-t-il actionnés?

Donald Trump a fait le contraire de ce que préconisent les règles élémentaires lors d'une phase de redécoupage: il a dopé la croissance américaine. A commencer par une baisse drastique de l'imposition des sociétés concrétisée à la fin 2017 – de 35% à 22-20% – et de la fiscalité des ménages pour stimuler l'investissement et la consommation. «Il a lancé un programme massif en 2017 de relance budgétaire entre baisse des taxes à hauteur de 1% du PIB et hausse des dépenses publiques de 0,7% du PIB», détaille Laurent Ferrara, professeur d'économie internationale à la SKEMA Business School, à Paris. «Il a ainsi artificiellement ajouté 0,8 point de croissance en 2008 avec cette relance budgétaire procyclique. D'habitude, on fait cela quand l'économie va mal...»

Le milliardaire a aussi mis sous pression le directeur de la Réserve fédérale américaine pour maintenir les taux d'intérêt bas et emprunter sans compter. «Si l'économie se porte bien, c'est pour cette raison mais aussi à cause de l'énorme déficit budgétaire qui est le résultat de

la baisse des impôts voulue par Trump pour les grandes entreprises», résume Robert Kuttner.



«Les effets de la réforme budgétaire se dissipent»

Laurent Ferrara

3 Les limites de sa politique?

A coups de tweets et de statistiques, l'ex-promoteur immobilier masque la réalité de l'économie américaine. Son déficit public est abyssal, atteignant 4,6% du PIB actuellement contre 3,5% en 2017. Du jamais-vu à Washington depuis 1990 en période de croissance. «De toutes les économies avancées, les Etats-Unis sont la seule à ne pas consolider ce déficit», relève Laurent Ferrara. Autrement dit, la croissance américaine est financée par une dette qui dépasse les

23 000 milliards de dollars et qui culmine à 107% du PIB (contre 60% avant la crise).

4 Est-ce productif à terme?

Avec sa monnaie dominante, la première économie mondiale peut se permettre de faire financer son déficit par le reste de la planète à taux bas. Mais pas indéfiniment. «La dette posera un sérieux problème, quand les taux d'intérêt remonteront», prévient Samy Chaar, économiste chez Lombard Odier, à Genève. «Les effets de la réforme budgétaire sont en train de se dissiper et on va revenir à une croissance à 2% en 2020, qui correspond au potentiel de croissance américain, observe Laurent Ferrara. C'est le juste niveau en fonction de son capital productif, de sa masse de travailleurs, et de la productivité qui a énormément baissé.»

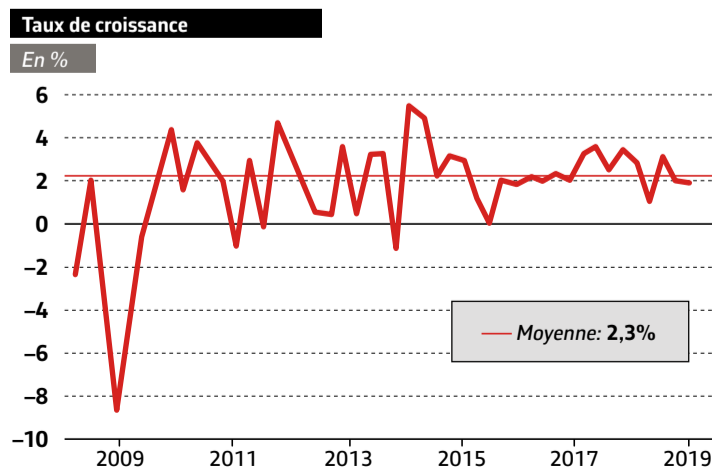
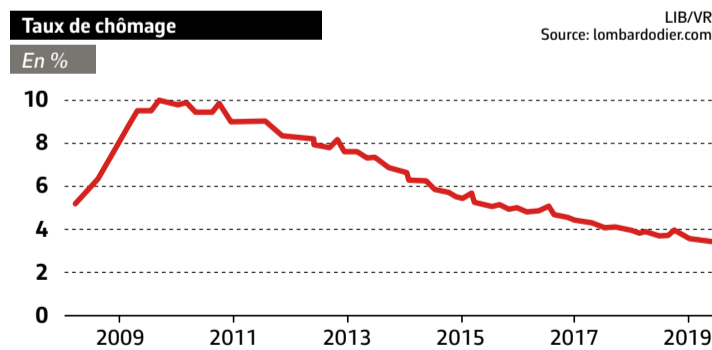
Les cadeaux fiscaux n'ont permis que 12 mois de croissance entre 2,5 et 3%. Après une pointe à 2,9% en 2018, le taux ne cesse de décélérer: 2,3% l'an passé et 1,7% en 2021 selon les dernières prévisions du FMI. «Les gains de la réforme fiscale ont été annulés par le «choc» lié aux droits de douane sur les produits importés de Chine», relate Samy Chaar. «En résumé, l'an passé, on est revenu au point de départ. Mais ce qui a été perdu ces 18 derniers mois en matière d'activité économique ne sera pas retrouvé facilement.» »

PRÉOCCUPANTE ESPÉRANCE DE VIE

L'indicateur le plus pertinent pour mesurer l'état de santé d'une économie? Le PIB? L'indice S & P 500? Non, l'espérance de vie de la population à la naissance. Aux Etats-Unis, elle était de 78,7 ans pour les deux sexes en 2018, en hausse de 0,1, une première depuis 2014, d'après le rapport du Centre national des statistiques de santé paru mi-janvier. Un sursaut trompeur. L'espérance de vie ne cesse de reculer ces dernières années – déjà sous Obama –, tirée en bas par la hausse d'overdoses (en particulier d'opiacés, notamment). «Dans les pays avancés, c'est le genre de chiffres que l'on entend durant les guerres et les épidé-

mies, mais pas en période de croissance», se désole le professeur Laurent Ferrara. Les Etats-Unis sont l'un des pires pays industrialisés en matière d'espérance de vie (cinq ans de moins qu'en Suisse), mais aussi d'inégalités sociales. Les plus riches vivent 7 ans de plus en bonne santé que les plus pauvres. «Cette croissance américaine n'est pas inclusive, alors qu'elle devrait profiter à tous et réduire les inégalités», insiste Laurent Ferrara. Autre signe de fragilité, le taux de personnes non couvertes par une assurance de santé est passé de 10,9% en 2016 à 13,7% en 2018, soit une hausse d'environ 7 millions d'Américains sous Trump. TJ

EMBELLIE DE L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE



CLASSE MOYENNE PERDANTE

Prétextant une balance commerciale défavorable, Donald Trump joue au ping-pong contre la Chine depuis deux ans. Avec des taxes à la place de la balle. «Cette politique protectionniste est supportée en grande partie par les ménages américains, qui voient les prix des produits importés de Chine augmenter», souligne Laurent Ferrara, professeur à la SKEMA Business School, à Paris. De son côté, Samy Chaar, économiste chez Lombard Odier, estime que

«les tarifs douaniers de Trump ont fait souffrir seulement une partie de l'économie américaine, celle qui est dépendante de l'environnement international: les secteurs manufacturier, industriel et agricole». Ces secteurs seront toutefois soulagés par l'accord commercial signé il y a deux semaines entre les deux pays: il devrait produire des effets positifs sur deux ans.

Et la relance budgétaire? Donald Trump espérait produire des effets permanents: les

entreprises allaient investir, produire aux Etats-Unis, embaucher des Américains et faire augmenter les salaires. Au contraire, les sociétés ont profité des baisses de taxes, distribué les dividendes et racheté d'autres entreprises. Ce sont les grandes compagnies et les nantis qui ont bénéficié des cadeaux fiscaux. Si la classe moyenne, qui l'a élu en 2016, est la grande perdante dans l'opération, le milliardaire vient de lui promettre de nouvelles baisses d'impôt. » TJ